



Création de pôles spécialisés, la nouvelle approche de gestion du foncier industriel

Page 5

LA VOIE D'ALGÉRIE

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION - N° 178 LUNDI 10 MARS 2025 - ALGÉRIE 20 DA - ISSN : 2992-1651

LES GRANDS PROJETS FERROVIAIRES AU CŒUR DU CONSEIL DES MINISTRES

Page 3



D.R.

La hausse successive
des prix paralyse
le commerce mondial
du café

Page 11

La région Mena
face au défi de créer
300 millions emplois
nouveaux d'ici à 2050

Page 10

Cinq lauréates
primées au Hackathon
100% féminin
«She'BlueHack 2025»

Page 16

Nadir Larbaoui préside la cérémonie en hommage à la femme algérienne

Cette cérémonie, riche en symboles, a permis de mettre en lumière les avancées significatives réalisées en matière d'égalité des sexes en Algérie, tout en rappelant les défis qui restent à relever.

Le Premier ministre Nadir Larbaoui a présidé, samedi soir à Alger, en sa qualité de représentant du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, une cérémonie en l'honneur des femmes, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, qui coïncide avec le 8 mars de chaque année. Placée sous le slogan «La femme algérienne : défis et victoire», cette célébration a réuni des personnalités de premier plan, dont la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, des membres du Gouvernement, des figures influentes du monde politique, économique et médiatique, ainsi que des représentantes de la société



civile et des mouvements syndicaux. Les moudjahidate, ces héroïnes de la guerre de libération nationale, étaient également présentes, rappelant le rôle historique des femmes dans la construction de l'Algérie moderne. C'était l'occasion de mettre en lumière les réalisations des femmes algériennes et de réaffirmer leur place centrale dans la société. Dans son allocution, Mme Mouloudji a souligné que «cet événement témoigne de la volonté du chef de l'État de promouvoir et de valoriser la femme algérienne, convaincu de sa valeur

symbolique et civilisationnelle », ajoutant que « cette célébration, présidée par le Premier ministre, reflète la place éminente qu'occupe la femme algérienne dans notre pays, tout en demeurant fidèle à notre glorieuse histoire », tout en rendant hommage à l'héroïsme des femmes pendant la Révolution de libération nationale. La ministre a également rappelé «les efforts de l'État pour renforcer l'autonomisation politique des femmes», notamment à travers une meilleure représentation dans les assemblées élues.

«La consécration du principe de parité hommes-femmes dans la composition des listes électorales est une avancée majeure», a-t-elle affirmé. Sur le plan éducatif, Mme Mouloudji a mis en avant les «résultats exceptionnels» des filles algériennes, qui représentent 65% des étudiants universitaires et plus de 68% des diplômés universitaires. Ces chiffres illustrent leur engagement et leur excellence dans le domaine de l'Éducation, un secteur clé pour le développement du pays. Dans un message adressé à l'occasion de cette journée,

le président de la République a réaffirmé son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes et de leur pleine participation à la vie socioéconomique et politique du pays.

«Les Algériennes célèbrent la Journée internationale de la femme au moment où elles concrétisent, avec des compétences remarquables et des qualifications hors pair, leurs aspirations en tant que travailleuses dans tous les secteurs et domaines», a-t-il déclaré, saluant leur rôle dans l'entrepreneuriat et leur engagement dans les affaires publiques, où elles se positionnent à l'avant-garde de la société civile et de l'action associative.

Le président a également souligné que «les femmes algériennes contribuent, aux côtés des hommes, sur un pied d'égalité, à la renaissance de l'Algérie (...). Nous saisissons cette opportunité pour adresser nos vœux aux Algériennes et réaffirmer notre engagement constant à renforcer leur place dans la société. L'Algérie, fidèle à son authenticité, avance vers la modernité, le développement durable et la renaissance globale grâce à tous ses enfants dévoués».

Nadine Oumakhlouf

Une célébration à travers plusieurs wilayas d'Algérie

La Journée internationale des droits de la femme, célébrée le 8 mars de chaque année, a été marquée cette fois-ci en Algérie par une série d'activités culturelles, artistiques et militantes à travers plusieurs wilayas du pays. Ces événements ont mis en lumière le rôle essentiel des femmes dans la société, tout en rendant hommage à leur combat pour l'égalité et leur contribution à l'histoire et au développement du pays.

À Alger, la célébration a débuté avec la projection du film «l'Héroïne» de Cherif Aggoun, à l'auditorium du Palais de la culture. Une exposition intitulée «Portraits de femmes algériennes» a également été inaugurée le même jour, mettant en avant la diversité et la force des femmes algériennes.

La musique n'était pas en reste, avec un concert de chaâbi au féminin à la salle Ibn Khaldoun, ainsi qu'une performance de Naïma Ababsa et Sid-Ali Dziri à la salle Ibn Zeydoun la veille. À

Alger, une représentation spéciale a eu lieu tandis qu'Annaba, Oran et Tlemcen accueillent des événements similaires depuis le 3 mars, et ce, jusqu'au 12 mars.

Ces initiatives ont permis de rassembler un public varié autour de la thématique de l'émancipation féminine.

À Annaba, le photographe Arslane Bestaoui a exposé «Les femmes de Sidi El Houari», une série de clichés rendant hommage aux femmes de ce quartier historique. La projection du film «H'na Berra» a également été organisée, offrant une réflexion sur la place des femmes dans la société.

À Oran, le Lounge The Voice Karaoké a dédié une après-midi entière aux femmes, avec des animations et des performances artistiques. Cet événement convivial a permis de célébrer la femme dans une ambiance festive.

À Sétif, l'hôtel Sitifis, en collaboration avec Smash Events, a organisé un moment détente spéciale

pour les femmes, avec orchestre et dégustations au menu. Cet événement a été l'occasion de mettre en avant le bien-être et la valorisation des femmes dans un cadre élégant. Dans le sud du pays, les célébrations ont également été riches en activités.

À Ouargla, la Maison de l'artisanat a accueilli des expositions d'artisanat et d'arts plastiques, ainsi qu'une conférence sur le rôle des femmes durant la guerre de Libération. À Djanet, une exposition d'arts plastiques signée Kheira Bediaf a été organisée, accompagnée de lectures poétiques et de performances musicales traditionnelles.

Par ailleurs, l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA) a rendu un hommage poignant à la chahida Hassiba Ben Bouali, figure emblématique de la lutte pour l'indépendance. Une cérémonie de recueillement a eu lieu au cimetière de Sidi M'hamed à Alger, en présence de la ministre de l'Environ-

nement, Nadjiba Djilali, et de nombreuses moudjahidate. La secrétaire générale de l'UNFA, Nouria Hafsi, a rappelé «les sacrifices de Hassiba Ben Bouali», soulignant que «son courage reste une source d'inspiration pour les femmes algériennes».

Enfin, à Béchar, des associations locales ont organisé une soirée au complexe de loisirs familial, mettant en avant les réalisations des femmes et du mouvement associatif féminin. Une rencontre sur le rôle des femmes durant la guerre de Libération a également été organisée à la Maison de la culture Mohamed-Kadi.

Ces célébrations, riches en diversité et en émotion, ont permis de rappeler l'importance du combat des femmes pour l'égalité et leur rôle central dans l'histoire et le développement de l'Algérie. À travers ces activités, c'est tout un pays qui a rendu hommage à ses femmes, leurs luttes et leurs réalisations.

N.O.

Les grands projets ferroviaires au cœur du Conseil des ministres (Communiqué)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ordonné, hier, de «lancer immédiatement la concrétisation du projet de la ligne ferroviaire reliant Laghouat à Tamanrasset, ainsi que la ligne El Ménéa - Timimoune - Adrar, en raison de leur importance stratégique majeure pour l'économie nationale et également pour la dimension sociale en Algérie, qui est entrée dans un rythme de développement pionnier ayant un impact national, continental et international», a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

En effet, l'avancement des travaux de la ligne ferroviaire (Gara Djebilet - Béchar) et les études préliminaires des projets de chemin de fer (Laghouat - Tamanrasset) et (El Ménéa - Timimoune - Adrar) ont été



au cœur des discussions lors du Conseil des ministres.

Le président de la République qui a toujours réaffirmé son engagement à moderniser le réseau ferroviaire national, avait mis en l'accent sur l'importance de respecter les délais de livraison et d'accélérer les études préliminaires pour les nouveaux projets.

Ces initiatives s'inscrivent dans une vision plus large de développement économique et d'interconnexion, notamment entre le nord et le Grand-Sud ainsi qu'avec les pays voisins africains.

Parmi les projets phares évoqués lors de la réunion, la ligne ferroviaire entre Gara Djebilet et Béchar a retenu une attention particulière.

Ce tronçon, dont la livraison était prévue pour le premier semestre de l'année en cours, est considéré comme un pilier stratégique pour le transport du minerai de fer. Le président Tebboune avait déjà instruit le gouvernement de veiller à ce que ce projet soit livré dans les délais impartis, soit 30 mois. Ce mégaprojet comprend la construction d'une voie ferrée de 220 km, une vingtaine d'ouvrages d'art, dont un pont de neuf kilomètres, ainsi qu'une gare pour les voyageurs et les marchandises à Abadla.

Outre ce projet, le président a également mis l'accent sur l'accélération des études préliminaires pour la ligne ferroviaire reliant Laghouat

à Tamanrasset et El Ménéa à Timimoune et Adrar. Ce projet s'inscrit dans le cadre du chemin de fer Alger-Tamanrasset, un axe majeur qui traversera 10 wilayas sur 2.039 km.

Certains tronçons de cette ligne sont déjà opérationnels, mais d'autres, comme celui reliant Blida à Boughezoul, posent des défis techniques en raison de la traversée des gorges de la Chiffa, une région montagneuse nécessitant des investissements conséquents.

Dans ce sens, il convient de rappeler que le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, avait confirmé, il y a quelques semaines, que ce projet serait

lancé cette année, après les lignes Gara Djebilet-Béchar et Djebel Onk-Annaba, dédiées respectivement au transport du minerai de fer et du phosphate. En parallèle, Tebboune a souligné l'importance de cette ligne pour renforcer l'interconnexion entre les régions du Nord et du Sud, tout en favorisant les échanges économiques avec les pays africains voisins.

A ce propos, le président Tebboune avait réitéré sa volonté de moderniser le réseau ferroviaire national, en l'adaptant aux mégaprojets à haut rendement économique, insistant sur la nécessité de respecter les délais et d'accélérer les études pour garantir une mise en œuvre rapide des projets. Cette approche vise non seulement à désenclaver les régions du Sud, mais aussi à intégrer l'Algérie dans un réseau ferroviaire continental, renforçant ainsi sa position stratégique en Afrique.

Pour ainsi dire, les projets ferroviaires discutés lors du Conseil des ministres reflètent une vision ambitieuse de développement infrastructurel et économique. Sous l'impulsion du président Tebboune, l'Algérie s'engage résolument dans la modernisation de son réseau ferroviaire, avec pour objectif de stimuler la croissance et de renforcer les liens régionaux et internationaux.

Yanis Ait-Lamara

L'ALGÉRIE VA IMPORTER UN MILLION DE TÊTES DE MOUTON POUR L'AÏD AL-ADHA

L'Algérie va importer un million de têtes de moutons en prévision du sacrifice de l'Aïd Al-Adha sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué de la Présidence à l'issue de la réunion du Conseil des ministres.

A cet effet, le président de la République a ordonné au ministre de l'Agriculture de préparer un cahier des charges pour le lancement d'un avis d'appel d'offres international, a ajouté la même source, précisant que l'Etat se chargera de l'opération d'importation «par l'intermédiaire d'institutions et d'organismes spécialisés dans le secteur».

«Le président de la République a ordonné au ministre de l'Agriculture de la préparation d'un cahier des charges pour lancer dans les meilleurs délais une consultation internationale auprès des pays disposant de la capacité d'approvisionnement

pour importer jusqu'à un million de têtes de bétail en prévision de l'Aïd al-Adha», lit-on dans le communiqué qui précise que «le cahier des charges devrait inclure le prix plafond».

Le président de la République a instruit aussi de «travailler avec des coopératives publiques spécialisées dans tous les États pour vendre des animaux sacrificiels en coordination avec les organismes et institutions autorisés à vendre», a ajouté la même source.

La commercialisation du mouton de l'Aïd pourrait se faire à travers les œuvres sociales des organismes et des institutions publiques, ainsi que des entreprises, «à condition que ces derniers soient responsables de la distribution et de la coordination avec les partenaires sociaux».

Cette décision intervient dans un contexte de flambée et d'instabilité des prix des aliments pour bétail, conjugué aux difficultés que traverse

la filière viandes en Algérie, ayant poussé de nombreux éleveurs à suspendre leur activité. Cette situation a réduit l'offre en cheptel, entraînant une hausse des prix du mouton à des niveaux inédits. L'année dernière a été particulièrement éprouvante pour les éleveurs comme pour les consommateurs, notamment en raison de la sécheresse qui a frappé plusieurs régions du pays, dont l'Ouest et les Hauts-Plateaux. Le manque de pluie a réduit l'accès aux pâturages, engendrant une hausse des coûts des fourrages, de l'orge et de la paille.

Dans certaines wilayas, des puits avaient été autorisés pour abreuver le bétail, mais ces mesures ont parfois dû être annulées pour préserver l'approvisionnement en eau potable des populations, comme ce fut le cas à Tiaret, où l'eau n'était distribuée qu'un jour sur sept dans certaines communes. La flambée des prix du mouton observée ces dernières an-

nées a contraint de nombreuses familles à renoncer au sacrifice.

En 2024, il était difficile de trouver un mouton à moins de 70.000 DA, et cette année, les prix pourraient encore grimper. Certains experts estiment qu'ils pourraient atteindre jusqu'à 120.000 DA. Face à cette hausse, de plus en plus de consommateurs privilégient l'achat de viande au kilo plutôt que l'acquisition d'un mouton entier. Ainsi, l'entreprise publique Alviar a mis en place des facilités de paiement permettant aux acheteurs d'échelonner leur règlement sur plusieurs mois. Toutefois, ces initiatives n'ont pas suffi à contenir la spéculation, et les écarts de prix entre les points de vente officiels et le marché noir restent considérables.

Ce pourquoi le président de la République a fixé les conditions d'achat et de vente des moutons qui seront importés prochainement.

Larbi A.

Développer l'industrie des oléagineux pour garantir l'indépendance en huiles végétales

Depuis quelques années, les pouvoirs publics ont mis le paquet pour développer les cultures du colza et du tournesol pour les besoins du développement de l'industrie de trituration des graines oléagineuses, gage d'une indépendance en matière de fabrication des huiles végétales, dont le prix fluctue au gré du volume de la production mondiale, elle-même soumise aux conditions météorologiques induites par le changement climatique. Parallèlement au développement de ces cultures, le secteur de l'industrie s'active à mettre en place les outils nécessaires pour la transformation de la production, aux rendements très encourageants, de ces cultures.

Le complexe de trituration de graines oléagineuses et d'extraction d'huiles végétales Kotama Agrifood, situé à Bazoul (commune de Taher), dans la wilaya de Jijel est l'illustration de la concrétisation de la politique de l'Etat en la matière.

A l'issue de sa visite de travail en janvier dernier dans la wilaya de Jijel, le ministre avait indiqué que l'usine entrera «bientôt» en phase de production sans avancer de date précise.

Certaines sources avancent que le complexe devrait commencer ses activités au début du deuxième semestre de l'année en cours. Dans une déclaration à la presse, Ghrieb a souligné que cette entreprise économique entrera «prochainement» en phase de production «grâce aux ingénieurs algériens qui ont su relever le défi de relancer ce projet qui s'était trouvé dans une situation très difficile». Ghrieb a affirmé que la situation actuelle en termes d'avancement des travaux est «encourageante» le taux de réalisation ayant atteint un niveau «très acceptable» et pourra bientôt produire la matière première pour l'huile ainsi que du tourteau.

La réalisation de ce projet relevant du groupe Madar, situé au port de Djen Djen, dans la commune de Taher, a atteint, en décembre 2024, un taux d'avancement de 92%, selon

les explications fournies par les responsables du complexe qui ont souligné que l'usine, spécialisée dans l'extraction d'huiles végétales brutes à partir du soja, se compose d'une unité de trituration des graines oléagineuses et d'extraction des huiles végétales brutes, d'une unité de stockage de la matière première (soja) et d'une unité de stockage du produit final et de commercialisation des huiles. Cette usine, construite selon des normes internationales, vise à renforcer l'approvisionnement du marché en huile brute et en aliments pour animaux. Le ministre a souligné l'importance économique de ce projet qui permettra de réduire la facture des importations d'huile brute et d'aliments pour bétail. Une fois opérationnel, le complexe sera en mesure de répondre à 40% des besoins nationaux en huiles végétales brutes et à 60% des besoins en tourteau (sous-produit solide obtenu après extraction de l'huile des graines oléagineuses, utilisé en alimentation animale).

RÉDUIRE LA FACTURE DES IMPORTATIONS D'HUILE BRUTE

Sa capacité de production est estimée à 5.000 tonnes par jour, dont 20% d'huiles végétales et 80% d'aliments pour animaux. Ce projet d'envergure devrait générer plus de 350 emplois directs et 1.750 emplois indirects, contribuant



ainsi au développement économique de la région. L'installation dispose également d'un haut niveau technologique, notamment une salle de contrôle et de commande automatique des systèmes de production.

Le ministre a insisté sur l'importance de maintenir la qualité des équipements pour garantir la qualité des produits. Le complexe est doté, en effet, de technologies modernes permettant la trituration des graines oléagineuses, en particulier le soja.

Ce processus consiste à broyer les graines pour extraire l'huile brute, qui sera ensuite raffinée pour la consommation humaine. Les résidus de ce processus, riches en protéines, seront transformés en aliments de bétail. Cette usine, faut-il le rappeler, a été transférée au holding public Madar en 2021 après sa nationalisation en vertu d'une décision de justice. Le transfert de propriété de cette usine était de nature à booster davantage le rythme des travaux de réalisation de ce projet après plus de deux années d'arrêt.

Une fois opérationnelle, cette vaste unité devra mettre fin à la spéculation et le monopole sur l'huile de table et les aliments de bétail. Située au port de Djendjen, l'usine est l'un des plus importants projets auxquels les autorités supérieures

du pays accordent un intérêt majeur en vue d'approvisionner le marché national en huile de table. Il y a une année, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé une réunion du Conseil des ministres consacrée au suivi de l'état d'avancement de ce projet. Il a instruit à l'effet de coordonner entre tous les secteurs gouvernementaux et élaborer une vision cohérente pour l'exploitation des résidus des graines oléagineuses dans la production de fourrage, en accordant la priorité à l'Office national des aliments de bétail (ONAB) et aux coopératives privées dans la wilaya de Jijel.

En outre, le président Tebboune a ordonné la mise en place des fermes pilotes pour la culture des graines oléagineuses afin de contrôler l'ensemble de la chaîne de production, de la ferme au consommateur, dans le cadre de la stratégie de sécurité alimentaire. Concernant le volet agricole dudit projet, le président Tebboune a enjoint au ministre en charge du secteur d'élaborer «une nouvelle vision» sur les fermes pilotes qui soit en droite ligne de l'orientation du pays vers la modernisation, visant à créer une intégration et une complémentarité entre l'agriculture, l'industrie et l'ensemble des secteurs du gouvernement.

IMPACT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Pour le président de la République, toutes ces procédures vont dans le sens de la garantie de la sécurité alimentaire en s'appuyant sur les capacités nationales, en vue de réduire l'importation et limiter le recours abusif aux devises. Initialement bloqué par des problèmes financiers et techniques, ce projet a été relancé grâce à l'expertise des ingénieurs algériens.

Le ministre de l'Industrie a salué, d'ailleurs, leur travail lors de sa récente visite sur le site, affirmant que l'avancement des travaux, achevés à 92% en décembre 2024, est un exemple de résilience et d'efficacité.

Les défis techniques, tels que la maintenance des équipements et la mise en conformité avec les normes internationales, ont été relevés avec succès. Cette modernisation permettra à l'Algérie de se positionner comme un acteur compétitif sur le marché régional des produits agro-industriels. Sa proximité avec le port permet de faciliter l'importation des graines de soja, matière première essentielle pour la production d'huiles végétales et d'aliments pour animaux.

Il est à souligner que le lancement de cette usine aura un impact direct sur l'économie locale et nationale. En plus de réduire les importations, il créera des emplois à Jijel et dans les régions voisines. Les secteurs agricoles et industriels bénéficieront également d'une demande accrue pour la production de soja et d'autres matières premières. Sur le plan environnemental, l'usine adopte des pratiques visant à limiter les déchets et à valoriser les sous-produits. Cela reflète une volonté de développer une industrie respectueuse des normes environnementales.

Badreddine K.

Sensibilisation et encouragement des agriculteurs pour la culture de soja

Les pouvoirs publics multiplient ces derniers mois les rencontres régionales dédiées à la sensibilisation des agriculteurs et des investisseurs sur la nécessité d'adhérer au programme de développement des cultures stratégiques initié par l'Etat pour réduire la facture des importations et assurer la sécurité alimentaire.

Pour y arriver, l'Algérie s'est fixée comme objectif de réaliser à l'horizon 2028 au total 220.000 ha de maïs gras et une superficie de 300.000 ha d'oléagineuses, selon les chiffres fournis par le ministère de l'Agriculture. L'objectif de

2025 débutera au mois de mars en cours avec une superficie globale de 30.000 ha maïs gras, dont 8.000 ha dans les wilayas du nord du pays et 22.000 ha dans le Sud. En outre, une superficie de 60.000 ha des oléagineuses sera cultivée dans le cadre de cet objectif, soit 25.000 ha dans les wilayas du nord du pays, et 35.000 ha dans les wilayas du sud. Une chose est certaine, l'Algérie dispose de tous les moyens pouvant lui assurer sa sécurité alimentaire et ses besoins en matière de cultures stratégiques comme le maïs gras et les oléagineuses. Dans le cadre de cette stratégie,

un partenariat a été officialisé entre la station de Jijel de l'Institut national de la recherche agronomique d'Algérie (INRAA) et l'entreprise Kotama Agrifood. Cet accord, signé récemment, vise à promouvoir la culture locale du soja qui constitue la matière première de l'usine et l'accompagnement de cette dernière dans le processus de production d'huile par l'identification de variétés adéquates pour la région.

Le programme de développement de la culture du soja s'étalera sur une période de trois à quatre ans, avec un objectif initial de satisfaire, dans une première

phase 60% des besoins de l'usine, suivi d'une seconde phase, dont l'objectif est de satisfaire 100% de ses besoins.

Il est à souligner qu'en moins de trois mois, la station de Jijel de l'INRAA a démontré son efficacité à tester la production de semences pour l'intensification du blé, avec 100% de réussite et le développement du safran, dont les résultats ont été plus qu'excellents. Ce qui devrait permettre à la station de développer et sans difficultés la production de semences de soja.

B. K.

Création de pôles spécialisés, la nouvelle approche de gestion du foncier industriel

C'est dans cette perspective que l'AAPI (Agence algérienne de promotion de l'investissement) vient d'annoncer son option d'aller vers la création de pôles industriels spécialisés à travers plusieurs wilayas du pays, ce qui devra contribuer notamment à la valorisation des potentialités locales de chacune des régions de leur implantation, ainsi qu'à la diversification de l'économie nationale, tel que le projette cet organisme public.

Tel qu'il vient d'être dévoilé par le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, ce programme est actuellement au stade de préparation pour «réunir les conditions propices pour le lancement crescendo de pôles industriels dans plusieurs wilayas», avant de citer certains pôles qui sont d'ores et déjà en cours de création, comme ceux qui seront dédiés aux industries du cuir et des chaussures, des vêtements et textiles, ou à la fabrication des pièces de rechange et de la manutention, sis respectivement dans les wilayas de Médéa, au centre du pays, Relizane et Oran à l'Ouest.

Loin d'être exclusives, puisque le DG de l'AAPI a précisé que «la création de ces zones spécialisées ne signifie pas l'interdiction d'exercer ces activités ailleurs», mais leur conception a pour objectif de «diversifier et pérenniser l'économie nationale, et constitueront une véritable aubaine pour l'établissement d'un tissu industriel homogène en mesure de répondre aux besoins nationaux pour se tourner vers l'export plus tard», mais aussi à «créer une plus-value, au transfert des technologies et au renforcement des capacités industrielles à l'échelle nationale».

DÉFINIR DES CRITÈRES DE SPÉCIALISATION DE CHAQUE PÔLE

C'est la même approche visant à aller vers une spécialisation régionale, qui motive aussi les pouvoirs publics en décidant de préparer le lancement dans les prochains mois d'un pôle de production de fournitures scolaires, s'étendant sur une superficie de 8 ha au niveau de la zone d'activité Rmail, dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, qui, selon le premier responsable de l'organisme public, permettra de «renforcer la production locale et réduire la facture d'importation des fournitures scolaires», a déclaré jeudi dernier le DG de l'AAPI.

Cette option n'est pas moins stratégique, étant donné qu'outre sa contribution à couvrir les besoins du marché national en fournitures scolaires, ce projet, appelé aussi à être



A la faveur de la mise en œuvre du nouveau cadre juridique régissant les activités économiques, notamment les lois relatives à l'investissement de 2022 et au foncier économique de 2023, d'importantes transformations sont mises en œuvre dans le but de parvenir à l'optimisation de l'aménagement et la gestion des espaces dédiés aux activités industrielles.

élargi à d'autres activités en fonction de l'intérêt que manifesteront les investisseurs potentiels pour intégrer ce pôle, tel qu'il a été expliqué par ces promoteurs, jouera notamment un rôle non négligeable dans la réduction de la facture des importations, s'élevant annuellement à une valeur oscillant entre 70 et 80 millions de dollars, selon les estimations établies par le ministère du Commerce extérieur et de la promotion des exportations.

A ce propos, le potentiel en termes de mobilisations foncières pour l'extension des périmètres destinés à la localisation des projets industriels n'est pas moins important, sachant que, depuis 2023, le gouvernement a prévu la réalisation d'une cinquantaine de nouvelles zones industrielles, a révélé le ministère de l'Industrie. Le but de remédier à la problématique de «la rareté du foncier industriel», de «relancer l'économie nationale et de booster l'industrie».

Ceci au moment où l'AAPI est dotée de nouveaux leviers en la matière, puisque la loi 23-17 du 15 novembre 2023 «fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement», renforce ses prérogatives en matière de mobilisation d'assiettes foncières.

L'article 4 de ladite loi site, entre autres, «tout bien immobilier relevant du domaine privé de l'Etat et/ou tout autre bien privé acquis par l'AA-

PI susceptible de recevoir un projet d'investissement», les biens «disposant d'aménagements en voies et réseaux divers nécessaires pour le mettre en état d'utilisation», ainsi que les actifs immobiliers excédentaires des entreprises publiques économiques qui ne sont pas exploités ou non nécessaires à leurs activités.

au développement national». Cette vision, devant s'appuyer sur l'exploration des potentialités et des avantages comparatifs qu'offre chaque région pour l'installation d'une activité économique donnée, permettra aussi d'éviter la réédition des choix inappropriés faits dans le passé, en affectant des sites à des activités qui se sont avérées après non réalisables en raison de contraintes locales non identifiées en amont.

Cette lacune a été, entre autres raisons, qui ont incité les pouvoirs publics à récupérer d'importants périmètres affectés initialement à l'implantation de projets d'investissement industriel avant que leurs attributaires ne les abandonnent. Pour la seule année 2023 à titre d'exemple, ce sont quelque 1.530 ha, regroupés sur 4.173 lots, répartis sur différentes régions du pays, qui ont été récupérés par les services du Domaine national dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier économique, selon le bilan établi par les services du Premier ministre.

AU-DELÀ DE LA VIABILITÉ ÉCONOMIQUE, LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Au niveau local, ce sont également des dizaines de zones d'activités qui ont été aménagées dans le passé à travers plusieurs communes du pays, mais des décennies après, elles sont restées à l'abandon, sans accueillir le moindre projet d'investissement en raison de leur inadaptabilité et l'absence des commodités nécessaires à l'activité industrielle.

Enfin, au-delà de son apport économique, en contribuant notamment à la réduction des coûts de revient et à la mise en valeur des potentialités locales de chaque région d'implantation d'un pôle industriel, la spécialisation s'impose aussi comme une alternative à l'ombre des nouveaux enjeux environnementaux.

C'est ce que souligne en 2023, à titre indicatif, l'universitaire Esma Meza du département d'urbanisme de l'Université Constantine 3, qui recommande notamment «la requalification des zones industrielles», en procédant à la définition de normes et «la mise en place de zones industrielles spécialisées (zones de transformation pharmaceutique, zones de transformation des produits plastiques et zones de transformation des produits agricoles)» afin de parvenir à une meilleure maîtrise des risques découlant des substances dangereuses entrant dans le processus de production industrielle et la gestion des déchets qui en découlent.

M. Nali

ORAN Distribution quotidienne de l'eau potable attendue dans les prochains jours

En visite, samedi dernier dans la wilaya d'Oran, pour évaluer l'état de la distribution de l'eau dans la région, le ministre de l'Hydraulique, Taha Darbal, a assuré que «l'approvisionnement en eau potable passera à une distribution quotidienne dans les jours à venir».



Taha Darbal ministre de l'Hydraulique, Oran le 8 mars 2025

Le ministre a affirmé, rapporte l'APS, que sa visite «visait à observer de près l'état du service public de l'eau, en particulier la distribution de l'eau potable», d'autant plus que la wilaya a récemment bénéficié d'une usine de dessalement de l'eau de mer d'une capacité de 300.000 m³ par jour. Pour Taha Darbal, «il est essentiel de vérifier l'état de l'approvisionnement en eau

potable afin d'assurer que les effets positifs de ce projet (station de Cap Blanc) soient pleinement réalisés et de s'assurer de la satisfaction des citoyens bénéficiaires de ces grands projets d'infrastructures, conformément aux recommandations du président de la République visant à éradiquer complètement les fluctuations dans l'approvisionnement en eau potable».

Le ministre a également

annoncé le lancement d'une vaste campagne pour éliminer les fuites d'eau dans la wilaya d'Oran, à partir du 15 mars, sous la supervision du wali, organisée par l'Algérienne des eaux et la SEOR, avec la mobilisation de ressources matérielles et humaines importantes et l'apport d'équipements nécessaires provenant des wilayas voisines.

Il a précisé que l'objectif de cette campagne est de lutter contre

les fuites, de récupérer l'eau et de la valoriser, d'autant plus que l'eau dessalée est coûteuse.

Le ministre a souligné qu'il avait écouté des témoignages de citoyens des communes de l'ouest de la wilaya, qui souffraient auparavant de pénurie d'eau, avant l'entrée en service de l'usine de Cap Blanc, et qui bénéficient aujourd'hui d'un approvisionnement quotidien, ajoutant que ces témoignages étaient positifs à 100%.

Derbal a, d'autre part, visité le bâtiment technologique de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), où il a écouté des présentations sur le secteur de l'eau et de l'assainissement dans la wilaya, présentées par la directrice des ressources en eau locale, ainsi qu'une présentation sur l'approvisionnement en eau potable faite par le directeur de la SEOR.

Le ministre, qui a salué les efforts déployés par la SEOR, a donné des instructions pour intensifier les efforts afin de ga-

rantir l'approvisionnement en eau potable à tous les citoyens de manière régulière.

Il a également insisté sur la nécessité d'informer les citoyens des coupures, en particulier celles liées à l'arrêt des stations de dessalement de l'eau de mer en raison de la turbidité de l'eau due aux mauvaises conditions climatiques.

Il a précisé que ces «situations ne sont pas optionnelles, mais imposées par les conditions climatiques, et il est nécessaire de sensibiliser les citoyens à travers les médias», en expliquant que cela est «indépendant de leur volonté».

Le ministre a aussi inspecté la station de pompage de Cap Blanc, d'une capacité de 300.000 m³ par jour, ainsi que le réservoir d'eau de Bousfer, d'une capacité de 30.000 m³, et a souligné que les installations de raccordement en aval de la station de dessalement de l'eau de mer de Cap Blanc fonctionnent correctement.

Rafika R.

BATNA

Pose de la première pierre du projet de centre de proximité de stockage de céréales à Barika

La première pierre du projet de réalisation d'un centre de proximité de stockage de céréales a été posée mercredi dans la ville de Barika par le wali de Batna, Mohamed Benmalek, et le wali délégué de Barika, Saïd Bou Eddehab. Cette structure de stockage d'une capacité de 50.000 q, qui mobilise une enveloppe financière de 220 millions DA, devra être réceptionnée au plus tard au mois de juin prochain, selon les explications données sur site.

Benmalek a insisté à l'occasion sur l'impératif respect des délais des travaux, soulignant que la wilaya délégué de Barika a bénéficié de trois centres de stockage de céréales d'une capacité totale de 150.000 q au regard de l'importance de cette région en termes de production céréalière.

La wilaya de Batna a bénéficié de l'inscription de projets de cinq centres de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 250.000 q ainsi que du projet d'un silo à céréales de un million de quintaux dont les travaux ont été lancés de sorte à élever les capacités de stockage de la wilaya à 2,2 millions de quintaux incluant les points actuels de collecte totalisant une capacité de 949.000 q, a rappelé le même responsable. La visite du wali à Barika a donné lieu également à la pose de la première pierre du projet d'un lycée, à l'ouverture d'un point de vente de la laiterie Aurès et à l'inspection de l'opération de réaménagement de certains sièges administratifs de la circonscription administrative de Barika.

KHENCHELA

126 millions de dinars pour la réalisation d'une piscine semi-olympique à Bouhmama

Une enveloppe de 126 millions de dinars a été allouée dans la wilaya de Khenchela à la réalisation d'une piscine semi-olympique dans la commune de Bouhmama, a indiqué, jeudi, le directeur local de la jeunesse et des sports (DJS), Yazid Zouaoui. L'entame des travaux est «imminente» étant donné que l'entreprise de réalisation a été désignée après finalisation des procédures légales d'usage, a affirmé le même responsable, précisant que la durée des travaux est contractuellement fixée à 18 mois. Selon Zouaoui, la wilaya de Khenchela disposera, à la réception de ce projet, de 6 piscines semi-olympiques réparties à travers les communes d'Ensigna, El Hamma, Babar, Kaïs, El Mahmel et Bouhmama, «en attendant la réalisation d'une autre piscine semi-olympique dans la commune de M'Sara, dont l'étude vient d'être lancée après la récente levée du gel du projet». Ces piscines, qui permettent aux enfants et aux jeunes de la région de pratiquer la natation, constituent des lieux de loisirs très prisés des citoyens, en particulier en été.

OUARGLA

Plus de 140 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique

Pas moins de 146 exploitations agricoles à travers la wilaya ont été raccordées au réseau électrique, a-t-on appris jeudi de la Direction locale de distribution relevant de la Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du programme d'électrification agricole initié par le président de la République, a permis la réalisation de 75 km de lignes électriques de basse et moyenne tension (BT/MT), a précisé la chargée de communication de la direction de distribution, Rabiaa Douadi. Elle vient s'ajouter à celle effectuée l'an dernier, qui a bénéficié à 167 exploitations agricoles à travers la wilaya, grâce à la réalisation de 157 km de lignes (BT/MT) et l'installation de 111 transformateurs électriques, selon la même source. Au total, 472 exploitations agricoles ont été alimentées en électricité, depuis le lancement du programme d'électrification agricole, selon les données fournies par la direction de distribution. Cela a été rendu possible grâce à la réalisation de 390 km de lignes (BT/MT) et l'installation de 277 transformateurs électriques.

TÉBESSA

Octroi de concessions à titre de mise en conformité à 60 agriculteurs

Des arrêtés d'octroi de concessions à titre de mise en conformité ont été remis jeudi à Tébessa à 60 agriculteurs au cours d'une cérémonie présidée par le wali, Ahmed Belhaddad.

Dans son allocution à l'occasion, rapporte l'APS, le wali a précisé que ces actes font partie d'un premier lot de 146 arrêtés programmés pour être distribués dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives à la régularisation de la situation du foncier agricole pour l'exploitation des terres mises en valeur avec justificatif.

L'opération sera poursuivie jusqu'à la première moitié de l'année prochaine 2026, conformément aux délais fixés par les pouvoirs publics pour cibler les

terres exploitées sans acte, a-t-il ajouté en soulignant que les agriculteurs et investisseurs bénéficiaires pourront ainsi accéder au soutien agricole, aux crédits bancaires et aux autorisations de fonçage de puits pour développer leurs activités et productions dans les diverses filières y compris celle des céréales. La remise des arrêtés d'octroi de concession a commencé dès le début de 2025 et une commission ad hoc regroupant les divers secteurs concernés a été installée pour étudier les dossiers des demandeurs de ces documents légaux, a ajouté le wali.

Les agriculteurs bénéficiaires ont exprimé leur satisfaction de cette régularisation qui leur permettra de poursuivre leurs activités plus à l'aise.

R. R./APS

AÏN TÉMOUCHENT

Tenue d'un Salon régional des créations féminines

La maison de la culture Aïssa-Messaoudi d'Aïn Témouchent a abrité, samedi dernier, un salon régional dédié aux créations féminines dans divers domaines, initié à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme, célébré le 8 mars de chaque année.

Cet événement a vu, rapporte l'APS, la participation de plusieurs secteurs, notamment celui du tourisme et de l'artisanat. Des artisanes exposantes ont présenté leurs créations dans des domaines variés, tels que la confection de vêtements traditionnels, les pâtisseries moderne et traditionnelle, ainsi qu'un espace dédié à la fabrication de bijoux traditionnels. Le responsable de la communication de la Direction locale du tourisme et de

l'artisanat, Kamel Mirarbi, a souligné que «ce Salon des créations féminines est une opportunité pour les artisanes et les femmes activant dans le domaine de l'artisanat de promouvoir leurs produits et de les faire connaître».

Le Salon a également accueilli des étudiantes de l'Université Belhadj-Bouchaïb, porteuses de projets d'innovation, dans le cadre des «objectifs visant à ouvrir l'Université sur son environnement et à mettre en avant le rôle de l'Université dans



la contribution à l'économie nationale», a expliqué le recteur de l'université, le professeur Abdelkader Ziadi.

La maison de la culture Aïssa-Messaoudi a également participé à cette manifestation en proposant un espace dédié à l'art plastique pour un groupe de femmes artistes locales activant dans ce domaine, a fait savoir le directeur de l'établissement culturel, Mohamed Amine Mekkaoui. A cette occasion, le wali,

Mabrouk Ouled Abdennebi a présidé une cérémonie au cours de laquelle plusieurs femmes activant dans différents secteurs de développement de la wilaya ainsi que des cadres des forces de l'ordre ont été honorées.

Le responsable a salué «les importantes réalisations de la femme algérienne et son rôle fondamental dans le processus de progrès et de prospérité de notre pays».

R. R.

TIARET

Une Ecole normale supérieure des enseignants dès la prochaine rentrée universitaire

L'ouverture d'une Ecole normale supérieure des enseignants à l'Université Ibn Khaldoun est prévue pour la rentrée universitaire 2025-2026, a appris l'APS du recteur de cet établissement d'enseignement supérieur, Berrezoug Belgoumane. Ce dernier a précisé à cette même source que «cette recommandation a été adoptée par le Conseil d'administration de l'Université lors de sa dernière session ordinaire, en réponse à des données nationales et locales, dont l'augmentation du nombre de bacheliers, chaque année dans les wilayas de Tiaret et Tissemsilt».

Il a fait remarquer que l'université dispose d'un nombre important d'infrastructures pédagogiques et d'hébergement au niveau du chef-lieu de wilaya, ainsi qu'à l'annexe de Sougueur (à 25 km de la ville de Tiaret), qui est partiellement exploitée, ajoutant qu'«elle dispose également d'un personnel pédagogique hautement qualifié dans toutes les spécialités pour encadrer les étudiants».

Il a souligné que l'ouverture d'une Ecole normale supérieure dans la wilaya contribuerait à combler le déficit attendu dans le secteur, en raison du départ à la retraite d'un nombre significatif d'enseignants dans les trois cycles d'enseignement, suite à la mise en œuvre de la nouvelle loi régissant le secteur de l'éducation, qui a réduit l'âge de la retraite.

La wilaya, dont la population dépasse 1,25 million d'habitants, possède un grand nombre d'établissements scolaires, soit plus de 1.000, offrant ainsi aux étudiants des opportunités de stage et d'interaction avec le milieu éducatif pendant leur formation, a souligné Belgoumane.

R. R.

MOSTAGANEM

Signature d'une convention de coopération entre l'Université et la Confédération algérienne du patronat

L'Université Abdelhamid Ibn Badis a signé une convention de coopération avec la Confédération algérienne du patronat (CAP), rapporte un communiqué du rectorat de l'université. Le communiqué précise que cette signature, qui a eu lieu jeudi, s'inscrit dans le cadre des efforts de l'établissement universitaire pour renforcer la coopération et le partenariat avec le partenaire économique et social, tout en s'ouvrant davantage sur le marché du travail, l'entrepreneuriat et le tissu économique. L'objectif de cette convention est de renforcer et d'élargir la collaboration entre les deux parties, notamment en plaçant l'étudiant et le chercheur au cœur de ce partenariat visant à encourager la mobilité, les échanges, la mise en œuvre de recherches, le développement de programmes communs et l'accompagnement des étudiants lors de leurs stages pratiques, en particulier dans les domaines de l'architecture et de génie civil, indique-t-on.

En outre, cette convention définit le cadre pour les événements communs, notamment les colloques et les journées d'études, qui contribuent

à enrichir les programmes de formation, notamment au troisième cycle, ainsi que l'accompagnement des étudiants concernés par la décision ministérielle 1275, visant à créer des start-up, selon la même source. L'université compte sur la contribution de la CAP pour l'emploi des diplômés de l'Université de Mostaganem, en échange de la participation de l'université en fournissant ses compétences et expertises universitaires pour soutenir cette organisation professionnelle. Lors de la cérémonie de signature, les principales conventions nationales et internationales conclues par l'université au cours des deux dernières années ont été présentées, ainsi que le rôle de l'université dans le développement des start-up et des entreprises innovantes, ainsi que les missions du bureau des relations entre l'université et le secteur économique, récemment créé, a-t-on ajouté. Cette convention, signée par le recteur de l'université, Brahim Boudrah, et le président de la Confédération, Tahar Bouzid, s'étale jusqu'en 2028 et couvre plusieurs domaines pédagogiques et économiques, ajoute le communiqué.

OUM EL BOUAGHI

RÉHABILITATION PROCHAINE DE 80 ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

«Des travaux de réhabilitation de 80 établissements scolaires de la wilaya d'Oum El Bouaghi seront lancés au cours du second trimestre de l'année en cours», a indiqué samedi le directeur de l'administration locale, Tahar Merika.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé qu'une enveloppe financière de 310 millions DA a été retenue au titre du programme sectoriel de l'exercice en cours pour cette opération.

Le choix des établissements concernés, qui se répartissent sur plusieurs communes de la wilaya, a été effectué par les services techniques de la Direction locale de l'éducation en fonction des priorités et des demandes des chefs d'établissement, des chefs de daïra et des présidents des Assemblées populaires communales (APC), selon la même source.

Les travaux projetés portent, entre autres, sur l'entretien de l'étanchéité, des pavés, de l'électricité et la peinture et visent à améliorer les conditions de scolarisation des élèves et de travail des personnels du secteur, a précisé Merika.

APS

Des voix alertent sur les violations à huis clos des droits des Sahraouis en territoire occupé

Au moment où certains acteurs internationaux foulent au pied le droit international en soutenant le projet d'occupation marocaine du Sahara occidental, des voix, de plus en plus nombreuses, appellent la communauté internationale à s'y opposer et à soutenir le droit du peuple sahraoui à l'exercice de son droit à l'autodétermination, comme cela est stipulé par l'accord de paix de 1991, sous l'égide de l'ONU.

Et c'est à l'occasion de la présentation de leur rapport annuel sur les violations documentées au Sahara occidental en 2024 que des plusieurs organisations et institutions indépendantes ont rappelé au monde entier son devoir à trancher en faveur du peuple sahraoui et à mettre fin à plus d'un demi-siècle d'occupation illégale de son territoire, alertant sur la situation chaotique des droits de l'homme dans cette dernière colonie d'Afrique.

«Le Sahara occidental continue d'être décrit comme un trou noir de l'information par Reporters sans frontières, car les autorités marocaines empêchent les journalistes et observateurs internationaux de couvrir ce qui se passe sur le terrain, ce qui accroît l'isolement du peuple sahraoui et ouvre la voie à davantage de violations non comptabilisées», a alerté l'avocate norvégienne, Toni Severon, lors de la conférence organisée à Genève par l'Institut international pour l'action non violente (Novact) et l'Association catalane de solidarité avec le peuple sahraoui (ACAPS).

Dans ce contexte, l'avocate norvégienne a appelé la communauté internationale à agir pour mettre fin à l'occupation marocaine et garantir le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

De son côté, la représentante de l'Institut international pour l'action non violente (Novact), Lucille Maibon, a souligné



qu'il est nécessaire de «rompre le silence sur les violations marocaines au Sahara occidental et de demander des comptes aux auteurs».

Elle a indiqué que le nouveau rapport sur les violations documentées en 2024 au Sahara occidental occupé révèle de graves violations des droits de l'homme, relevant que la lutte pour les droits du

peuple sahraoui n'est pas isolée des luttes anticoloniales mondiales. A ce titre, Lucille Maibon a mis l'accent sur les similitudes entre ce qui se passe au Sahara occidental et ce que vivent d'autres peuples comme celui de la Palestine.

La représentante de Novact a, en outre, condamné la pression exercée par les autorités marocaines au niveau interna-

tional, qui comprend la restriction des événements où la question sahraouie est discutée, la déportation de journalistes et d'activistes internationaux, et les tentatives de faire taire les voix dissidentes.

A noter que, le rapport annuel sur les violations documentées au Sahara occidental en 2024 a, entre autres, mis la lumière sur l'atteinte au droit à la vie, la détention arbitraire, la torture et les traitements dégradants, le pillage des ressources naturelles sahraouies, la violation des droits économiques, sociaux et culturels, la disparition forcée et sur les atteintes au droit de manifester et à la liberté d'expression et d'association au Sahara occidental occupé.

Les rédacteurs du rapport ont indiqué qu'«en l'absence d'un mécanisme indépendant et crédible pour assurer le plein respect des droits de l'homme au Sahara occidental, le secrétaire général de l'ONU devrait accorder une place importante dans son rapport au Conseil de sécurité des Nations unies à la violation du droit international, du droit international humanitaire et des droits de l'homme» dans ce territoire non autonome.

Sophia R./APS

LE PARLEMENT DE NAVARE (ESPAGNE) APPELLE À L'ANNULATION DES ACCORDS DE MADRID DE 1975

Par ailleurs, le Parlement régional de Navarre (Espagne) a exhorté l'ONU à se conformer à son mandat d'organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, appelant la communauté internationale à «agir en faveur d'une solution définitive fondée sur le droit international». Dans une déclaration qu'il vient d'adopter, le Parlement de Navarre exige, en effet, de l'ONU de garantir l'organisation du référendum permettant l'exercice par le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions onusiennes. Le texte approuvé par ce Parlement régional contient une série de demandes adressées à l'ONU, à l'Union africaine et au gouvernement espagnol pour qu'ils adoptent une position «plus active» dans la défense des droits du peuple sahraoui. La déclaration souligne également l'importance de doter la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (MINURSO) d'un mécanisme de surveillance du respect des droits de l'homme dans les territoires occupés. Elle exige, en outre, la libération de tous les prisonniers politiques sahraouis dans les geôles d'occupation et la fin de la répression marocaine contre les militants des droits humains et pour l'indépendance du Sahara occidental. Evoquant l'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental, le Parlement de Navarre dénonce leur

pillage continu par le Maroc et appelle les entreprises opérant dans la région à respecter le droit international.

La déclaration dénonce, d'ailleurs, avec vigueur l'éco-blanchiment marocain, rejetant ainsi les projets environnementaux utilisés par le Maroc pour justifier son occupation illégale du territoire.

Le texte adopté par le Parlement de Navarre appelle, sur un autre plan, à l'annulation des accords de Madrid de 1975. «Le gouvernement espagnol est tenu de déclarer ces accords nuls et nonavenus et d'adopter une position active en faveur de la défense du Sahara occidental», a exigé le Parlement dans sa déclaration.

Il juge, à ce titre, «essentiel» pour la stabilité et la paix en Afrique du Nord de reconnaître le Sahara occidental comme pays souverain, exprimant son soutien aux familles sahraouies qui résistent dans les territoires occupés.

Le Parlement de Navarre réaffirme, par ailleurs, son engagement en faveur de l'autodétermination du Sahara occidental à l'occasion du 49e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et appelle la communauté internationale à «se joindre à cette juste cause» et à «agir en faveur d'une solution définitive fondée sur le droit international».

R. I./APS

Dix millions de mines encore disséminées dans le sable du désert (Presse)

Quelque dix millions de mines, antipersonnel ou antichar sont encore disséminées dans le sable du désert sahraoui, tout le long du fameux mur de la honte (mur des sables), construit par le Maroc dans les années 1980 pour «diviser le peuple sahraoui et empêcher tout retour de celui-ci sur sa terre, le Sahara occidental», a affirmé le quotidien français l'Humanité, parti à la rencontre d'une jeune Sahraouie qui s'est portée volontaire pour des missions de déminage.

«Ce dont parle Zenuha avec un calme olympien a pourtant de quoi effrayer. Ce sont des mines. Antipersonnel ou antichar, dix millions de mines disséminées dans le sable du désert saharien, tout le long du fameux mur des sables, qui s'étend sur

2.700 km, construit par le Maroc dans les années 1980 pour diviser le peuple sahraoui et empêcher tout retour de celui-ci sur sa terre, le Sahara occidental», a-t-il écrit dans un article-portrait de la jeune Zenuha Cheikh Ali.

Selon l'Humanité qui cite le directeur du Bureau sahraoui de coordination et d'action contre les mines, Taleb Haider, «il y en a 72 (types de mine), venues de 14 pays différents. La troisième quantité au monde, après le Laos et l'Afghanistan».

Le quotidien français a rappelé, dans ce contexte, que ce bureau est chargé de la formation des volontaires, en lien avec l'ONU et des ONG, et de l'envoi d'équipes pour des missions «très dangereuses» depuis la reprise en 2020 du conflit armé

entre le Front Polisario et le Maroc, lequel dispose désormais de drones meurtriers.

«Au moins 127 civils sahraouis, qui habitent dans les territoires libérés (...) ont été tués depuis cette date par les engins volants» fournis notamment par l'entité sioniste, a précisé ce journal.

C'est la raison pour laquelle, pour l'heure, «Zenuha n'est pas retournée en mission de déminage», a-t-il poursuivi.

Le journal a affirmé, à ce titre, que celles-ci se font plus rares. «Plusieurs ONG, face au danger, ont stoppé les actions, pour protéger la sécurité du personnel», a-t-il expliqué. «Aujourd'hui, avec la guerre, c'est très dangereux. Mais dès qu'il y aura une campagne, je serai prête. En 2018, quand je suis partie, j'avais un bébé de

quelques mois. Quand je partais, je ne savais pas si j'allais revenir», a affirmé Zenuha Cheikh Ali. Comme des centaines de ses compatriotes, la jeune femme, qui vit dans les camps de réfugiés sahraouis, s'est portée volontaire pour des missions de déminage. Par «devoir national», mais aussi en raison de son histoire familiale.

En effet, pour Zenuha, cet engagement va de soi. «C'est d'abord par devoir national que je l'ai fait pour participer à nettoyer notre terre», a-t-elle déclaré.

Mais surtout en raison de son histoire familiale. Comme près de 6.000 Sahraouis, son père a été victime de ces mines. «C'est pour cela que j'ai choisi cette tâche. Il a été blessé en 1985 lors de la première guerre et amputé», a-t-elle confié.



«La séparation entre Ghaza et la Cisjordanie restera une illusion» (Rapporteuse de l'ONU)

Les tentatives de l'entité sioniste visant à séparer la bande de Ghaza et de la Cisjordanie occupée resteront une «illusion», a déclaré à la télévision la rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese.

«La séparation entre Ghaza et la Cisjordanie restera une illusion. L'entité sioniste travaille à diviser la terre et le peuple palestinien de manière à faire croire que Ghaza et la Cisjordanie sont distinctes, mais ce n'est pas la réalité», a-t-elle déclaré lors d'un entretien qu'elle a accordé à la télévision palestinienne.

L'entité sioniste, a-t-elle noté, cible «les Palestiniens en tant que peuple, et c'est ce qui caractérise le crime de génocide. Le génocide (sioniste) a commencé à Ghaza et s'étend désormais à la Cisjordanie, où les Palestiniens font face au même danger».

La rapporteuse spéciale de l'ONU insiste sur le fait que l'entité sioniste «cible le peuple palestinien à travers tous les territoires palestiniens occupés depuis 1967».

Pour elle, l'entité sioniste «cherche à éradiquer l'idée même de l'existence palestinienne sur les terres occupées. Elle laisse ainsi aux Palestiniens trois options : partir, rester sous condition de soumission ou en cas de refus, faire face à la mort.» Ce qui a été dénoncé, à maintes reprises, les autorités palestiniennes et plusieurs autres organisations onusiennes et indépendantes.

Interrogée sur l'avenir de l'Office des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Mme Albanese a affirmé que



Francesca Albanese, rapporteuse spéciale de l'ONU

«personne ne peut mettre fin à l'UNRWA, qui a été créée par une résolution internationale et est protégé par les règles et les chartes des Nations unies». L'occupant sioniste «ne cible pas l'UNRWA uniquement pour mettre fin au droit au retour des réfugiés palestiniens, mais aussi parce qu'il s'agit de la plus grande agence des Nations unies dans les territoires palestiniens occupés», a-t-elle ajouté.

En effet, le Parlement de l'entité sioniste a voté une loi interdisant toute activité de l'UNRWA après une campagne de dénigrement qu'elle a menée depuis des années et qui s'est intensifiée durant la guerre génocidaire qu'elle a livrée contre les Palestiniens de la bande de Ghaza entre le 7 octobre 2023 et janvier 2025.

Quant aux attaques sionistes répétées contre les institutions onusiennes dans les territoires pales-

teniens occupés, la responsable onusienne a précisé que l'entité sioniste «a détruit 70% des locaux de l'ONU à Ghaza, ciblé les écoles de l'UNRWA, qui abritaient des réfugiés, et nous avons vu des enfants bombardés alors qu'ils cherchaient refuge dans des installations de l'UNRWA». Ainsi, l'entité sioniste, en raison de son non-respect des lois onusiennes, «ne mérite pas de rester membre de l'ONU tant qu'elle ne respectera pas les règles et principes de l'organisation internationale», a conclu la rapporteuse spéciale de l'ONU sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés.

Par ailleurs, le ministère palestinien de la Santé a condamné, hier, dans un communiqué, la prise d'assaut de l'hôpital Al-Ahli à El-Khalil par les forces d'occupation sioniste, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. Le ministère a déclaré que cette violation s'ajoute à la série de violations quotidiennes et croissantes de l'occupation sioniste contre le système de santé palestinien, ce qui est contraire au droit international.

Il a renouvelé ses appels à la communauté internationale et aux institutions et organisations internationales de défense des droits de l'homme pour qu'elles protègent d'urgence toutes les composantes du secteur palestinien de la santé contre les violations répétées de l'occupation sioniste.

Au cours de cette énième violation, les forces d'occupation sionistes ont notamment saisi les appareils d'enregistrement des caméras du département de sécurité de l'hôpital Al-Ahli.

Sophia Rais

Manifestation à Stockholm contre le déplacement forcé des Palestiniens de Ghaza



La capitale suédoise Stockholm a été le théâtre, samedi, d'une manifestation de protestation contre les projets de déplacement forcé du

peuple palestinien de la bande de Ghaza, a rapporté l'agence de presse Wafa. Dans le quartier d'Odenplan à Stockholm, des centaines de militants et de citoyens se sont rassemblés pour exprimer leur solidarité avec le peuple de Ghaza et leur rejet du projet d'expulsion forcée des Palestiniens de leur patrie, précise Wafa.

L'activiste suédois Karl Kjellén a déclaré aux journalistes qu'il avait participé à la manifestation pour protester contre «le génocide perpétré par l'entité sioniste à Ghaza et en Cisjordanie», ajoute la même source.

L'occupant sioniste a lancé, le 7 octobre 2023, une agression génocidaire contre la bande de Ghaza, faisant plus de 48.000 martyrs, dont une majorité de femmes et d'enfants et près de 112.000 blessés, tandis que plusieurs victimes sont encore sous les décombres.

L'ARMÉE LIBANAISE ANNONCE LE DÉMANTÈLEMENT D'UN DISPOSITIF D'ESPIONNAGE SIONISTE DANS LE SUD DU PAYS

L'armée libanaise a annoncé samedi soir le démantèlement d'un dispositif d'espionnage de l'armée sioniste dans la périphérie de la ville de Kfar Shouba, dans le sud du pays. L'armée a déclaré dans un communiqué : «Dans le cadre du suivi des opérations d'enquête technique dans les régions du Sud, une unité militaire spécialisée a découvert un dispositif d'espionnage (sioniste) dans la périphérie de la ville de Kfar Shouba et a travaillé à son démantèlement.»

Fin février, l'armée libanaise avait annoncé le démantèlement de deux dispositifs d'espionnage de l'armée sioniste dans la périphérie de la ville de Kfar Shouba.

Le commandement de l'armée a renouvelé son appel aux citoyens à «rester loin de ces objets et à ne pas les toucher, car ils représentent un danger imminent pour leur vie, et à les signaler au centre militaire le plus proche, pour préserver leur sécurité».



La région Mena face au défi de créer 300 millions emplois nouveaux d'ici à 2050

Avec près de 300 millions de nouveaux demandeurs d'emploi qui devront intégrer le marché du travail à l'horizon 2050, la région Mena (Moyen Orient et Afrique du Nord) est appelée à trouver de nouveaux leviers pour faire face à ce défi, d'autant plus que les politiques mises en œuvre ces 25 dernières années ont manqué d'efficacité en la matière.



C'est dans cette perspective que la Banque mondiale vient de dévoiler une nouvelle stratégie régionale dont l'objectif est de «créer des millions d'emplois bien rémunérés». La redynamisation de son marché du travail est «un enjeu essentiel pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mena), où près de 300 millions de jeunes devraient intégrer le marché du travail au cours des 25 prochaines années», souligne l'institution internationale dans sa nouvelle «fiche de performance institutionnelle» dédiée à la région, tout en relevant que «le bilan régional des 25 dernières années montre que les efforts actuels ne suffiront probablement pas à générer suffisamment d'emplois pour les générations à venir». Raison pour laquelle, «il est donc impératif de mener une action d'envergure pour rele-

ver ce défi», ajoute la même note publiée à la fin du mois de février précédent. En se penchant sur les facteurs qui plombent la dynamique du marché du travail dans la région, les experts de la Banque mondiale mettent en avant la croissance démographique et du PIB (produit intérieur brut) dans les économies de la région. «Au cours des 25 dernières années, la croissance démographique de la région Mena a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 1,9% par an», est-il souligné, alors que, ajoutent les auteurs de ce nouveau document, «comme la population en âge de travailler a augmenté plus rapidement que la population totale, la hausse du taux d'activité est de 0,4%, tandis que les gains de productivité ont représenté 1%». Cependant, en se penchant sur la croissance économique dans la région d'une manière globale, l'institution de Bretton

Woods a tenu à rappeler dans cette note que «depuis 2000, le produit intérieur brut (PIB) réel de la région Mena enregistre une croissance annuelle de 3,3%», laquelle croissance doit, toutefois, être «décomposée» en trois éléments pour «évaluer son impact sur l'emploi», expliquent les rédacteurs de la fiche.

UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE PLUS RAPIDE QUE LE PIB

Ces éléments sont ainsi «l'augmentation de la population», «la progression du taux d'activité», ainsi que «l'amélioration de la productivité par travailleur». Dans leur explication des liens entre ces trois éléments, les mêmes auteurs soulignent que «les deux premiers éléments correspondent à des emplois plus nombreux, tandis que le troisième favorise des emplois de meilleure qualité, c'est-à-dire mieux rémunérés».

Par ailleurs, comparée aux autres régions du monde, la Banque mondiale relève qu'«en 2000, le PIB par habitant de la région Mena représentait seulement 26% de celui de la première économie mondiale», et en 2023, «il plafonne toujours autour de cette valeur», ce qui signifie qu'il n'y a pas eu d'évolution.

En conséquence, ce constat est perçu comme étant «préoccupant», car il est toujours atten-

du des pays les plus pauvres d'enregistrer «une croissance plus rapide, grâce à l'effet de convergence, qui repose sur un meilleur rendement des investissements lorsque le ratio capital/travail est initialement faible». Or, est-il encore précisé, «ce phénomène ne s'est manifestement pas produit dans la région Mena ces dernières décennies», alors que pour ce qui est des perspectives à long terme, «avec l'évolution des dynamiques démographiques, les 25 prochaines années s'annoncent encore plus difficiles pour la région», met en garde l'institution financière dans sa note. A cet égard, les mêmes analystes anticipent que pour atteindre la moitié des objectifs tracés pour 2050 dans ce domaine, il est nécessaire de réaliser «une croissance annuelle du PIB régionale de 4,9%, soit environ 1,5 fois le taux observé par le passé», alors qu'«avec le ralentissement de la croissance démographique, la contribution de ce facteur se limiterait à 1,1%» et «le reste de la croissance économique reposera donc sur des politiques publiques», qui seront appelées à stimuler l'emploi.

Ahmed A.

VERS LA REPRISE DES ÉCHANGES COMMERCIAUX LIBANO-SAUDIENS

Après près de 4 années de gel, l'Arabie saoudite et le Liban s'apprentent à entamer l'examen des moyens de procéder à la levée des restrictions qui frappent la circulation de biens et de personnes entre les deux pays, ont annoncé mardi dernier Riyad et Beyrouth, selon l'AFP. La reprise des échanges commerciaux entre les deux pays concernera ainsi les exportations agricoles libanaises vers le royaume du Golfe et la reprise des voyages des ressortissants saoudiens vers le Liban, a précisé la même source, précisant que l'annonce a été faite conjointement au lendemain de la rencontre à Riyad entre le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, et le président libanais, Joseph Aoun.

«Les deux parties ont convenu de commencer à étudier les obstacles auxquels se heurte la reprise des exportations, ainsi que les mesures nécessaires pour permettre aux citoyens saoudiens de se rendre au Liban», a précisé de son côté l'agence d'information saoudienne SPA (Saudi Press Agency). Pour rappel, c'est en avril 2021 que l'Arabie saoudite avait pris la décision de suspendre ses importations de fruits et légumes en provenance du Liban, après avoir découvert que «les cargaisons étaient utilisées pour la contrebande de drogue», en accusant Beyrouth d'inaction. Cependant, avant l'éclatement de la crise entre les deux pays, les statistiques du gouvernement libanais, établies en 2020, font ressortir que le royaume saoudien était le premier importateur des produits agricoles exportés par le Liban en 2019, représentant 22,1% du volume global des expéditions du pays sur le marché international. Outre les échanges commerciaux, la libre circulation des personnes a également connu d'importantes restrictions depuis avril 2021, étant donné qu'avec la crise entre Riyad et Beyrouth, les citoyens saoudiens ont été soumis à la délivrance d'autorisations par le gouvernement de leur pays avant de se rendre au Liban.

Les réserves en devises de l'Égypte atteignent 47,4 milliards USD

Les réserves de change de l'Égypte, appelées «réserves monétaires internationales», ont repris leur croissance, en enregistrant une légère hausse durant le mois de février dernier pour atteindre 47,4 milliards de dollars, contre 47,3 milliards de dollars en janvier 2025, soit une augmentation de 128 millions de dollars, a annoncé mardi dernier la Banque centrale d'Égypte (BCE) dans un communiqué qu'elle a rendu public.

Ces réserves, constituées dans leur majorité de devises étrangères et de stocks en or, «avaient franchi le seuil des 40 milliards de dollars pour la première fois en mars 2024», a expliqué la Banque centrale égyptienne, et depuis, elles poursuivent leur progression d'une manière régulière, mais à un rythme plutôt lent. Pour des analystes suivant l'évolution du marché financier et monétaire en Égypte, avec de

tels résultats, la Banque centrale égyptienne a ainsi réussi à sauvegarder les réserves de change du pays, en dépit de la situation dans la région générée par la guerre que mène l'entité sioniste contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza et ses retombées désastreuses sur les économies de la région.

«Malgré les tensions géopolitiques et la crise à Gaza qui ont gravement affecté les revenus du canal de Suez, l'une des plus importantes sources de devises étrangères pour l'Égypte, la BCE (banque centrale d'Égypte) a réussi à consolider ses réserves en raison d'un financement obtenu auprès de l'Union européenne dans le cadre de la première phase d'un programme de partenariat, ainsi que la hausse des transferts des expatriés qui se sont élevés à 26,3 milliards de dollars durant l'année 2024, contre 17,9 milliards de dollars 2023», soulignent des analystes.

La hausse successive des prix paralyse le commerce mondial du café

En raison des mauvaises conditions météorologiques, les prix du café ont connu des hausses successives ces derniers mois sur un marché mondial déjà sous pression du fait de l'augmentation des prix de nombreux produits alimentaires.



Cette hausse des prix a provoqué une baisse de la demande des marchés du détail, ce qui a entraîné une réaction similaire en amont des négociants et des torréfacteurs qui a réduit leurs commandes auprès des grands producteurs, en Amérique du Sud et en Asie du Sud, constate la National Coffee Association des États-Unis lors de sa dernière convention annuelle à Houston, la semaine dernière. «Normalement, nous aurions déjà tout vendu, mais jusqu'à présent, nous avons vendu moins de 30% de notre production», a déclaré Renan

Chueiri, directeur général d'Elcafe CA en Équateur, cité par l'agence Reuters. «La forte augmentation des prix ronge la trésorerie des clients, qui n'ont pas tout l'argent nécessaire pour acheter ce dont ils ont besoin», a-t-il ajouté. L'augmentation de 70% depuis novembre dernier des contrats à terme sur le café Arabica à la bourse Intercontinental Exchange, Inc. (ICE), qui constitue une référence en matière de transactions sur le café à travers le monde, a provoqué l'effondrement de ce commerce, en attente de signaux plus optimiste pour fin 2025, certains

analystes prévoyant un petit répit des prix avec une reprise de la production, notamment brésilienne. En effet, la baisse de la production du café, dont celle du Brésil qui représente à elle seule environ 30% de la production mondiale, a engendré un séisme sur le marché, entraînant des hausses des prix records en 2024. Et les prévisions pour la récolte de 2025 ont alimenté la hausse des prix. La prévision médiane de la récolte de café arabica du Brésil pour la saison 2025-2026 était de 40,55 millions de sacs, contre 43,4 millions pour la saison précédente.

«Les cours du café arabica ont bondi de 13% au mois de décembre 2024, pour atteindre un niveau supérieur de plus de 60% à celui observé il y a un an», a constaté la Banque mondiale dans une note publiée début janvier dernier. «Les prix du robusta ont connu une progression de 5% (en glissement mensuel), pour se situer à plus du double de ceux enregistrés à la même période l'année dernière», a souligné la même source, précisant que la production mondiale de café devrait augmenter légèrement pour atteindre 172,4 millions de sacs en 2024-2025, contre 169,8 millions de sacs pour la saison précédente. Pour sa part, l'Organisation internationale du café a affirmé dans son rapport de fin décembre 2024 que «le prix indicatif composé de l'OIC (I-CIP) s'est établi en moyenne à 299,61 cents EU/livre en décembre, soit une augmentation de 10,7% par rapport à novembre 2024», notant que «l'I-CIP a affiché une valeur médiane de 299,81 cents EU/livre et a fluctué entre 277,71 et

312,77 cents EU/livre». Autrement dit, «l'I-CIP de décembre 2024 est supérieur de 70,5% à l'I-CIP de décembre 2023, avec une moyenne mobile sur 12 mois de 229,34 cents EU/livre», a ajouté la même source. «Personne ne veut être exposé, personne n'achète pour une livraison ultérieure, tout se fait au jour le jour», a déclaré sous-couvert d'anonymat un courtier en café à Reuters, en marge de la convention annuelle de la NCA. Cette situation oblige ainsi les négociants et les torréfacteurs à gérer leur commerce de café «au jour le jour», a regretté la même source. Deuxième producteur mondial du café, derrière le Brésil, le Vietnam a restreint récemment ses exportations, ce qui a provoqué une flambée des prix, liton sur la presse vietnamienne. Comparé à février 2024, le volume des exportations a diminué de 5,6% alors que leur valeur a bondi de 61,7%, selon les données le ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce, se basant sur les données de Douanes.

Lyès M.

LA CHINE DESSERT L'ÉTAU SUR LES IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS ALLEMANDS

La Chine a levé certaines restrictions sur les importations de lait et de produits laitiers allemands en raison de la fièvre aphteuse, a annoncé en fin de semaine dernière le ministère allemand de l'Agriculture. Le 10 janvier, l'Allemagne a annoncé la première apparition de la maladie depuis près de 40 ans dans un troupeau de buffles d'eau à Brandebourg, près de Berlin. Aucun nouveau cas n'a été signalé depuis,

a précisé le ministère. L'épidémie reste à un seul cas, aucun autre n'a été signalé, bien que la cause soit encore inconnue. Après d'intenses négociations, la Chine a désormais accepté que les importations de produits laitiers allemands traités thermiquement puissent reprendre immédiatement, a déclaré le ministère allemand de l'Agriculture. La Chine a importé plus de 296.000 tonnes de lait et de produits

laitiers allemands en 2023, ce qui équivaut à 24,9% des exportations laitières allemandes hors de l'UE. «Avec la Chine, nous avons de nouveau à bord l'un des marchés les plus grands et les plus importants pour nos produits laitiers», a déclaré le ministre allemand de l'Agriculture, Cem Özdemir. «Depuis l'apparition du cas de fièvre aphteuse dans le Brandebourg, nous travaillons dur à tous les niveaux du ministère pour minimiser autant que possible les conséquences sur notre économie et pour rouvrir les marchés des pays tiers afin que l'exportation de produits agricoles d'origine animale soit possible sans complications.»

En février, la Commission européenne a approuvé la levée d'une zone de protection de 3 km autour du lieu de l'épidémie et sa requalification en zone d'observation. Il faudra attendre trois mois sans nouveau cas pour que l'Allemagne puisse être considérée comme exempte de la maladie. Le ministère de l'Agriculture a annoncé en février qu'il préparait une demande auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale pour que l'Allemagne soit déclarée indemne de fièvre aphteuse. Cela pourrait permettre de lever les restrictions à l'exportation de viande et de produits laitiers allemands.

LES LIVRAISONS D'ENGRAIS RUSSES AUX ÉTATS-UNIS ATTEIGNENT LEUR PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS MAI

En janvier, la Russie a augmenté ses livraisons d'engrais aux États-Unis au niveau le plus élevé depuis mai de l'année dernière, selon une analyse de RIA Novosti des données du service statistique américain.

Au début de l'année, les entreprises américaines ont augmenté leurs achats d'engrais nationaux de 20% par rapport à l'année précédente, pour atteindre 85,5 millions de dollars. La principale augmentation a été enregistrée dans les importations d'engrais azotés, qui ont augmenté d'un quart pour atteindre 66,4 millions de dollars. Les achats d'engrais potassiques ont également légèrement augmenté, de près de 5%, pour atteindre 18,5 millions en janvier. Les États-Unis n'ont pratiquement pas acheté d'engrais mélangés, n'en achetant que pour 613.000 dollars, contre 568.000 dollars l'année précédente.

Malgré une croissance annuelle des approvisionnements, la Russie est tombée à la troisième place parmi les principaux fournisseurs d'engrais des États-Unis. L'Arabie saoudite s'est hissée à la deuxième place, ses exportations ayant augmenté de 3,5 fois au cours de l'année pour atteindre 114,3 millions de dollars.

Le Canada est resté le premier fournisseur avec 316,3 millions de dollars, en hausse de 17% par rapport à l'année précédente.

Le Brésil dit entamer un dialogue avec Washington sur l'augmentation des droits de douanes

Le Brésil, second exportateur d'acier vers les États-Unis, a annoncé vendredi avoir entamé un dialogue avec l'administration de Donald Trump face à l'augmentation des droits de douane sur l'acier censée entrer en vigueur le 12 mars. Les relations commerciales entre Brasilia et Washington sont tendues, alors que le président américain veut imposer de nouveaux droits de douane de 25% sur les importations d'acier et d'aluminium pour tous ses partenaires commerciaux. Cette augmentation est censée entrer en vigueur le 12 mars et frappera durement le Brésil qui a exporté en 2024 4,08 millions de tonnes d'acier vers les États-Unis. Le Brésil importe un grand nombre de biens manufacturés produits aux États-Unis à partir de l'acier, comme des machines industrielles, des moteurs d'automobiles ou des pièces pour l'industrie aéronautique.

Prévisions de réductions des stocks de pétrole aux Etats-Unis en 2026 (EIA)

«**E**n 2026, nous prévoyons que les stocks des trois principaux carburants de transport aux États-Unis (essence à moteur, fioul distillé et carburacteur) tomberont à leurs plus bas niveaux depuis 2000 », affirme l'EIA dans ses « Perspectives énergétiques à court terme » du mois de février dernier.

Cette baisse des stocks va résulter de la fermeture « imminente » de deux raffineries importantes, couplée à une augmentation de la consommation des produits pétroliers, explique l'agence américaine. « Nous prévoyons que les stocks de ces carburants finiront l'année prochaine à 375 millions de barils, soit le niveau le plus bas depuis 2000, où ils avaient terminé l'année à 358 millions de barils », souligne l'EIA, expliquant que « les retraits de stocks ont tendance à augmenter les prix de gros et de détail des carburants, car les acteurs du marché doivent répondre à la demande en se faisant concurrence pour un bassin plus restreint de production des raffineries ».

Bien que les raffineurs aient décidé d'augmenter leurs marges, cela n'aura pas d'effet sur la consommation des carburants, car ces marges plus larges sont partiellement compensées par la baisse des prix du pétrole brut, selon toujours les prévisions de l'agence américaine qui s'attend ainsi à des augmentations relativement plus faibles des prix de détail des carburants, voire une baisse des prix de détail de l'essence. « La baisse de la production d'essence des raffineries et la diminution des stocks cor-



Les stocks de pétrole vont baisser drastiquement en 2026, soit leur plus bas niveau depuis un quart de siècle, selon les prévisions à court terme de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

respondent à une baisse de la consommation d'essence aux États-Unis », affirme encore l'EIA, précisant qu'« en raison de l'efficacité accrue des automobiles et d'une croissance de l'emploi plus faible, nous prévoyons que la consommation d'essence aux États-Unis diminuera d'environ 1% en 2026, après une stagnation d'une année sur l'autre en 2025 ».

Par ailleurs, le biodiesel et le diesel renouvelable, tous deux consommés individuellement et mélangés à des distillats de pétrole, représenteront environ 9% de la consommation américaine de fioul distillé l'année prochaine, contre 5%

en 2021. « Si l'on tient compte des stocks de ces carburants, les États-Unis disposeront d'environ 10% de jours d'approvisionnement en carburant distillé de plus que si l'on considérait la disponibilité en examinant uniquement les stocks de distillats de pétrole », détaille le rapport de l'EIA, soutenant cependant que « même en tenant compte des biocarburants, les stocks et les jours d'approvisionnement resteront relativement faibles par rapport aux moyennes historiques ».

Mais c'est la consommation du kérosène, appelée à exploser, qui se « sera confronté à des conditions d'offre et de de-

mande serrées ». « Si l'on tient compte du nombre de jours d'approvisionnement, nous prévoyons que le kérosène américain diminuera à environ 21 jours d'approvisionnement, soit le niveau le plus bas depuis 1963 », conclut l'EIA.

Cela va-t-il affecter les prix de l'or noir ? Il est difficile en effet de spéculer sur les prix du pétrole dans un contexte de perturbation du marché mondial soumis à des tensions géopolitiques et à des incertitudes économiques que les tarifs douaniers du président américain, Donald Trump, ont accentuées.

Lyès M.

LE NIGERIA AUGMENTE SA PRODUCTION PÉTROLIÈRE AU-DELÀ DE SON QUOTA OPEP+

La production pétrolière du Nigeria a augmenté de 70.000 barils par jours en février dernier, allant au-delà de son quota OPEP+ qui a été fixé à 1,5 million de barils par jour, selon les données relayées par l'agence Reuters.

Le mois dernier, la production nigériane a dépassé son quota prévu par l'accord OPEP+ dans une large mesure parmi tous les participants.

La hausse de la production pétrolière nigériane et l'augmentation de la production iranienne malgré les tentatives américaines de freiner les flux iraniens ont fait grimper la production totale de l'OPEP en février, selon l'enquête de Reuters.

La surproduction du Nigeria le mois dernier survient après des années au cours desquelles le premier pays producteur de pétrole africain n'a systématiquement pas réussi à pomper jusqu'à son quota OPEP+ en raison du vol de pétrole et du vandalisme et a du mal à lancer de nouveaux projets.

Mais ces derniers mois, les autorités nigérianes ont pris des mesures contre le vol de pétrole et ont soutenu une augmentation de la production de pétrole et de gaz.

Le gouvernement nigérian a pour objectif d'augmenter la production pétrolière du pays de un million de barils par jour d'ici décembre à 2026, contre 1,75 million de barils par jour actuellement, a déclaré le mois dernier le directeur du régulateur en amont du premier producteur de brut d'Afrique.

R. E.

LA COMMISSION EUROPÉENNE PROPOSE DE PROLONGER LA RÉGLEMENTATION SUR LE STOCKAGE DU GAZ

La Commission européenne a officiellement proposé de prolonger jusqu'en 2027 un règlement exigeant que les installations de stockage de gaz naturel de l'Union européenne soient remplies à au moins 90% avant novembre de chaque année.

« Dans le contexte géopolitique actuel et la situation volatile des marchés mondiaux du gaz, cette prolongation de deux ans contribuera à garantir la sécurité continue de l'approvisionnement énergétique dans l'ensemble de l'UE et la stabilité du marché européen du gaz », a déclaré la Commission dans un communiqué en ligne. « Elle permettra notamment à l'UE de se préparer de manière

coordonnée aux prochaines saisons hivernales. » Le règlement sur le stockage du gaz a été adopté en juin 2022, au plus fort de la crise énergétique. Il expirera fin 2025.

« Les importantes capacités de stockage de gaz de l'UE et les installations de stockage de l'UE constituent la principale source d'approvisionnement en gaz en hiver, assurant 30% de l'approvisionnement hivernal de l'UE », a ajouté la Commission. « Permettre aux entreprises d'acheter et de stocker du gaz moins cher en été, lorsque la demande est plus faible dans l'UE, contribue à rendre l'énergie plus abordable pour les citoyens de l'UE ».

Le règlement a aidé le bloc des 27 membres à résoudre les pénuries de gaz et a fourni une protection contre les incertitudes du marché et la volatilité des prix, indique la proposition publiée sur le site Internet de la Commission. Bien que la situation actuelle se soit améliorée par rapport à 2022-23, « le marché européen du gaz reste tendu », d'où la nécessité de continuer à stocker du gaz, selon la proposition.

« Une concurrence plus intense pour l'approvisionnement mondial en GNL peut accroître l'exposition des États membres à la volatilité des prix », indique la proposition. « L'évolution des prix du gaz au cours

de l'hiver 2024-2025 pourrait confirmer cette tendance. » Le règlement contient des objectifs de remplissage intermédiaires pour les mois de février, mai, juillet et septembre. « Des trajectoires de remplissage prévisibles augmentent la transparence et empêchent les distorsions du marché », indique la proposition.

Selon les objectifs intermédiaires de cette année, annoncés par la Commission le 29 novembre 2024, la plupart des États membres, y compris les principaux consommateurs de gaz que sont l'Allemagne, l'Italie et la France, devraient avoir reconstitué au moins 90% de leur capacité d'ici au 1er novembre 2025.

Douze wilayas au 14^e Festival culturel national des Aïssaoua à Mila

Ouverte dans la soirée de samedi à la maison de la culture Moubarak-El Mili de Mila, la 14^e édition du Festival culturel national des Aïssaoua, réunit des troupes spécialisées et des associations venues de 12 wilayas du pays. Cette édition a vu l'introduction de deux nouvelles distinctions, celle du «Meilleur spectacle» et du «Meilleur texte».

La cérémonie d'ouverture de cette édition, rapporte l'APS, est placée sous le thème «L'art des Aïssaoua entre la nécessité de la transcription et l'impératif de la localisation». Elle a été présidée par les autorités locales en présence d'un public nom-



breux et de chouyoukh de plusieurs zaouïas et marquée par des chants religieux exécutés par l'association Aïssaouia Rachidia de Constantine et la troupe Benoutat Kassentina. «Les 14 troupes et les associations sélectionnées pour célébrer cette 14^e édition mettront en valeur les caractéristiques de l'art des Aïssaoua dans les différentes régions du pays», a indiqué à cette même

source le commissaire du Festival, Boukhmis Boubliaa. Ce dernier, après avoir rappelé les caractéristiques de ce patrimoine, il a fait remarquer que cet art «se reflète aussi dans les textes déclamés dans les chants que dans les instruments de musique utilisés».

De son côté, le wali de Mila, Mustapha Koreich, a déclaré que cette manifestation an-

nuelle est «dédiée à un patrimoine artistique algérien ancien toujours à la hauteur du goût et des attentes du public qui s'y intéresse».

Le public présent lors de la première soirée a remarquablement interagi avec les artistes, «démontrant son intérêt pour cet art qui fait partie du patrimoine local de Mila et de plusieurs wilayas du pays», dira un membre de l'assistance, Salim Mechri.

La 14^e édition de cette manifestation culturelle, qui se poursuivra jusqu'au 11 mars, donnera lieu à des soirées artistiques, dans la ville de Mila et dans plusieurs communes de la wilaya, ainsi qu'à des conférences autour du thème «Codification et localisation du patrimoine des Aïssaoua» et à des expositions dédiées au patrimoine Aïssaoua.

R. C.

Nombreuses activités culturelles et artistiques pour les soirées de Ramadhan à Mascara



Des activités culturelles et artistiques variées ont été lancées, vendredi soir à Mascara, dans le cadre de l'animation des soirées du mois sacré de Ramadhan, a-t-on constaté. La première soirée de cette manifestation, organisée à l'initiative de la Direction de la culture et des arts, s'est tenue au Centre culturel de la ville de Sig. Elle a été marquée par des spectacles folkloriques exécutés par l'Association de préservation du patrimoine authentique Sidi Blal de la commune de Mascara, suivis d'une série de chansons interprétées par les membres de l'Association El-Afrah de musique chaâbi, qui ont enchanté le large public présent avec des chansons anciennes du répertoire oranais, telles que Wahran Wahran et Seredj ya fares El Awtane, entre autres. Le programme de cette manifestation, qui se

poursuivra jusqu'à la fin du mois sacré, porte sur des soirées musicales dans le style oranais, andalou, chaâbi et gnaoui, animées par des troupes locales telles que Nagham wa Sawt et Mahabi Ataybi de Mohammadia, Boudjelal Imimoune et l'Association des jeunes de la musique Maghdiria de Mascara, en plus de spectacles folkloriques par des groupes locaux, dont El-Balliya de Mohammadia et Mahalla Aïn Sultan de Mascara.

Des représentations théâtrales, notamment pour enfants sont également programmées, telles que la pièce «Hayat» de l'Association Caravan de culture et de théâtre, «Les Révolutionnaires» de l'Association culturelle «Cheriet Ali Cherif» de Sig et «El-Hikaya Ghayah» du Théâtre régional de Mascara.

A cela s'ajoutent des spectacles récréatifs animés par un groupe d'artistes locaux, ainsi que des soirées de groupes de chanteurs, organisées par plusieurs associations de la région, comme «El-Folkloria Tayebia» de la commune de Oued El-Abtal, Anamel Hawa de la commune de Bouhenni et Nassim Ellil de Mohammadia.

Ces activités culturelles et artistiques visent à toucher toutes les communes de la wilaya, notamment les zones rurales, selon le directeur de la culture et des arts, Abdelghani Rezigui. Il est à noter que plus de 30 associations culturelles et artistiques locales participent à l'animation de ce programme culturel et artistique dans le cadre de la manifestation «Nuits de Ramadhan», en collaboration avec plus de 20 artistes de la région, selon la même source.

MANAL GHARBI CÉLÈBRE L'ANDALOU, LE CHAABI ET LE MADIH À ALGER

La chanteuse andalouse et de variétés algériennes Manal Gherbi animé samedi soir à Alger, un concert musical célébrant l'andalou, le chaabi et le madih, répertoires de circonstance revisités à l'occasion du mois sacré de Ramadhan devant un public relativement nombreux. Le public de la salle Ibn Zeydoun a été gratifié, durant deux heures et demie, d'un florilège de chansons dans les genres, hawzi, chaâbi, en plus du madih et de variétés algériennes, brillamment rendues par l'artiste à la voix étoffée. Musicienne polyvalente, Manal Gharbi -au piano-, accompagnée par un orchestre d'instrumentistes chevronnés (violoniste, luthiste, percussionniste...), a déployé dans la première partie de cette soirée un répertoire andalou (hawzi) adapté au mois sacré de Ramadhan. Vêtue d'un costume traditionnel, l'artiste a rendu plusieurs pièces notamment «Mal h'bib malou», «Ya qelbi kheli l'hal», «haramt bik nouassi» ou encore «Tlata zahwa ou mraha», célèbre pièce de la musique algérienne, reprise par de grands noms du chaâbi, dont Amar Ezzahi. Enchaînant avec le chaâbi, Manal Gharbi a interprété «Aïb alik n'ti m'hania» en hommage à El Hachemi Guerouabi, une des grandes voix du genre. Dans des atmosphères conviviales et spirituelles, l'artiste s'est essayée également au madih, un répertoire revisité à travers des titres notamment El Kaoui et d'autres chants à l'éloge du Prophète Mohamed (QSSSL). La soirée, qui s'est prolongée à une heure tardive de la nuit, a été également une occasion pour revisiter des chansons de variétés algériennes rendues à l'occasion de la Journée internationale de la femme, célébrée chaque 8 mars. Ouvert le 5 mars, le programme d'animation pour le mois sacré de Ramadhan, se poursuit jusqu'au 25 mars à la salle Ibn Zeydoun de l'Office Riad El Feth (Oref), avec des soirées animées par des artistes de différents genres de la chanson algérienne.

APS

LANCEMENT DU CONCOURS

«LE PETIT CONTEUR» DURANT LE MOIS DE RAMADHAN À SIDI BEL-ABBÈS

Le Théâtre régional de Sidi Bel-Abbès a lancé le concours «Le Petit conteur» durant le mois de Ramadhan, sous le slogan «Un patrimoine artistique et créatif qui fleurit dans le cœur des enfants», a-t-on appris, samedi, auprès du service de communication de cet établissement culturel.

La responsable de la communication, Abbassia Madouni, a souligné que l'organisation de ce concours, durant le mois de Ramadhan, vise à renforcer les liens familiaux et à raviver les valeurs culturelles, dans le but d'encourager les enfants à être créatifs, à découvrir leurs talents et à travailler à leur développement. Elle a ajouté que ce concours local s'inscrit dans le cadre de la narration de contes populaires afin de célébrer notre patrimoine authentique, notamment immatériel, qui constitue une partie importante de notre identité culturelle. Elle a ainsi invité tous les enfants à y participer. En ce qui concerne les conditions de participation, elle a précisé que le sujet doit être inspiré du patrimoine national algérien et véhiculer des valeurs nobles. La participation est ouverte aux enfants âgés de 6 à 12 ans, et la durée du récit doit être comprise entre 7 et 10 minutes maximum. Il est également exigé que l'enfant soit habillé en tenue traditionnelle lors de la présentation et de la narration du conte afin de renforcer l'authenticité et l'identité nationale.

Les trois premiers lauréats de ce concours seront récompensés par des prix, à la fin du mois de Ramadhan, qui consistent en un ordinateur portable, afin de les encourager à être créatifs et à préserver le patrimoine culturel narratif, a-t-on précisé.

LA VOIE D'ALGÉRIE

Edité par la Sarl
Chrome Communication

ADMINISTRATION

administration@lavoiedalgerie.dz

Directrice générale/Gérante :

Saida Azzouz

sidaazzouz@lavoiedalgerie.dz

Directeur de la publication

Lyès Menacer

lyesmenacer@lavoiedalgerie.dz

Directrice de la rédaction

Saida Azzouz

redaction@lavoiedalgerie.dz

Directeur technique

Kamal Allalou

pao@lavoiedalgerie.dz

Infographiste

Imane Bouassel

Siège social :

02 Rue Farid Zouièche,
Maison de la Presse Kouba 16008– Alger

Tél. :/Fax : +213 023 709 668

E-mail : lavoiedalgerie@gmail.com

Pour votre PUBLICITÉ, s'adresser à :

Régie publicitaire : 023 709 668

Mobile : 0561 982 772

(publicite@lavoiedalgerie.dz)

Pour votre COURRIER

coordination@lavoiedalgerie.dz

IMPRESSION

Société d'Impression
d'Alger (SIA)

DIFFUSION

Distribution de journaux & magazines
SEMICHAT SIDALI
MOD. : 0541 91 92 49

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME Cinq lauréates primées au Hackathon 100% féminin "She'BlueHack 2025"

Cinq (5) lauréates au Hackathon 100% féminin "She'BlueHack 2025", dédié aux solutions innovantes dans le domaine de l'économie bleue, ont été primées dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme en Algérie, célébrée le 8 mars de chaque année.

Les lauréates ont reçu les prix de ce Hackathon, placé sous le signe "Autonomiser les femmes pour construire une économie bleue", lors d'une cérémonie organisée, samedi soir à Alger, sous la supervision du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, à l'initiative du programme "Economie bleue, Pêche et Aquaculture".

Les lauréates ont été primées pour leurs projets innovants dans les domaines : pêche et aquaculture, génie maritime et architecture navale, biotechnologie marine et lutte contre la pollution marine, a rapporté l'APS, soulignant qu'elles bénéficieront d'un accompagnement technique et d'un soutien pour la concrétisation de leurs projets.

Présenté par Fatima Zahra Dahmani, le premier projet primé dans la catégorie pêche, consiste en un capteur intelligent permettant de détecter la présence de dauphins dans



les zones de pêche. L'appareil alerte les pêcheurs et repousse les dauphins à l'aide d'effets lumineux et magnétiques inoffensifs, contribuant ainsi à la protection de la faune marine tout en optimisant l'efficacité des opérations de pêche.

Le second projet de Karima Bouguerra qui a été distinguée dans la catégorie Aquaculture consiste en une poudre extraite d'algues marines "Spiruline" riche en protéines, en vitamines, en minéraux et en antioxydants et qui peut être utilisé comme complément alimentaire en vue de renforcer l'immunité, booster l'énergie, renforcer la santé du cœur et autres. Le 3e projet développé par Nour El Houda Bourahla a remporté le prix de la biotechnologie maritime. Il allie durabilité et innovation pour présenter des solutions bio-cos-

métiques. Il s'agit de valoriser les algues brunes gazeuses, à travers leur transformation en produits de beauté innovants. Chaima Djebbar, porteuse du 4e projet a été lauréate dans la catégorie génie marine. Il s'agit d'une étude intégrée visant à employer le gaz naturel liquéfié (GNL) dans la mise en marche des navires, à travers la conversion des moteurs diesel traditionnels, très polluants.

Le cinquième projet de Rania Zerdazi Zamouche, lauréate dans la catégorie de la pollution marine propose des solutions techniques avancées alliant innovation scientifique et pratiques environnementales viables, à travers le développement de biomolécules utilisées pour améliorer la production biologique marine et protéger l'environnement marin.

R. N./APS

ACCIDENTS DE LA ROUTE : 6 MORTS ET 137 BLESSÉS EN 24 HEURES (PROTECTION CIVILE)

Six personnes sont décédées et 137 autres ont été blessées dans des accidents de la route enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public, hier, par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 4 morts et 7 blessés dans deux accidents distincts, le premier ayant causé 3 morts et 4 blessés, suite au renversement d'un véhicule, alors que le deuxième a fait un mort et 3 blessés, suite à une collision entre deux véhicules, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à

3 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau dans les wilayas de M'sila et Béchar, note le communiqué.

Les équipes de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 2 incendies dans les wilayas d'Alger et Batna, ajoute le communiqué, précisant que le premier incendie s'est déclaré dans quatre chalets dans la commune de Souidania (Alger), causant des brûlures légères à une personne, alors que le deuxième s'est produit dans un poulailler vide dans la daïra de Seggana (Batna) où aucune victime n'a été déplorée.

MOBILIS OFFRE 12 VOITURES FIAT 500 POUR SON GRAND CONCOURS DU MOIS DE RAMADHAN

L'opérateur historique Mobilis a lancé un grand concours à l'occasion du mois du Ramadhan, dont les heureux gagnants partiront avec de précieux cadeaux, c'est-à-dire 12 voitures FIAT 500, apprend-on dans un communiqué diffusé par ATM Mobilis. « Pour participer, il suffit d'activer des plans exclusifs sur les offres SAMA et Twenty et de cumuler des points », affirme le communiqué, ajoutant que « pendant tout le mois de Ramadhan jusqu'à l'Aïd El Fitir, ATM Mobilis propose aux clients prépayés des formules promotionnelles « Plans Voitures », combinant les offres Sama Mix ou Twenty avec un abonnement aux services Naghmati et MobMic. Ces formules sont disponibles en composant *600#, via l'application MobiSpace ou l'interface web meetmob ». Les offres disponibles sont les suivantes :

Plan 1080 : Sama Mix 1000 + Naghmati & MobMic à 1080 DA

Plan 1580 : Sama Mix 1500 + Naghmati & MobMic à 1580 DA

Plan 2080 : Sama Mix 2000 + Naghmati & MobMic à 2080 DA

Plan Twenty 2080 : Twenty 2000 + Naghmati & MobMic à 2080 DA

Ainsi, l'opérateur récompensera chaque semaine trois clients parmi « les plus actifs » avec la voiture FIAT 500. En effet, pour figurer parmi les trois gagnants de ce grand concours, il suffit d'activer des offres et de cumuler un maximum de points :

Activation des plans :

Plan 1080 → 5 points

Plan 1580 → 10 points

Plan 2080 (Sama Mix ou Twenty) → 40 points

Pour booster ces points, le client pourra télécharger la tonalité Naghmati (Douaa, Anachid, Nassiha...) ou envoyer un message via MobMic. Cela lui permettra en effet de 2 points supplémentaires, précise le même communiqué.

LE MUSÉE DE LA WILAYA DE BÉCHAR ABRITE LES «NUITS DU CINÉMA ALGÉRIEN»

La manifestation culturelle et artistique «Nuits du cinéma Algérien», dont le coup d'envoi a été donné jeudi avec la projection du film «Tayara Safra» (L'Avion jaune) de Hadjer Sebata, se poursuit en soirées de ce mois de Ramadhan au musée de la wilaya, avec des projections et autres activités cinématographiques. Suivie avec une grande attention par l'assistance, constituée de cinéastes amateurs et de cinéphiles, la projection de «Tayara Safra», un film de 42 minutes, traite des pratiques odieuses et inhumaines du colonialisme français contre le peuple algérien durant la Révolution du 1er Novembre 1954, à travers l'histoire de Djamila, une jeune fille qui a perdu son frère lors d'un bombardement de «l'avion jaune», un des avions de guerre de couleur jaune utilisés par l'armée coloniale pour le bombardement des populations algériennes. «Les Nuits du cinéma algérien» ont donné lieu aussi à l'organisation d'un atelier d'écriture de scénario, qui a été fortement apprécié par les jeunes cinéastes amateurs, qui y ont trouvé un espace approprié pour renforcer leurs connaissances en matière d'écriture de scénarios de différents types de productions cinématographiques, ont indiqué les organisateurs. D'autres ateliers liés à la musique de films, la réalisation cinématographique et les rôles des comédiens et acteurs dans le cinéma et le théâtre sont également programmés et seront encadrés par des professionnels du secteur, ont-ils ajouté. Le volet projection cinématographique de films algériens verra la présentation jeudi prochain du film «Héliopolis», réalisé par Djaffar Gacem, qui évoque les massacres des Algériens par l'appareil répressif colonial à Sétif, Guelma et Kherrata en 1945, et qui sera suivi de débats, a révélé la source. Devant se poursuivre jusqu'au 24 mars, cette manifestation est initiée par le ministère de la Culture et des Arts, à travers sa direction locale, avec la contribution du Centre algérien de la cinématographie.

ARRESTATION DE 45 PERSONNES ET SAISIE DE QUANTITÉS DE DROGUE ET DE PSYCHOTROPES À ALGER

Quarante-cinq personnes ont été arrêtées et des quantités de drogue et de psychotropes ont été saisies par les unités de la Gendarmerie nationale à Alger, lors de six opérations distinctes, a indiqué, hier, un communiqué de cette institution.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, notamment les bandes de quartier et les réseaux de trafic de drogue, les unités du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger, renforcé par les éléments du détachement spécial d'intervention de Mahelma, ont arrêté, lors de six opérations distinctes, 45 personnes et saisi 9.008 comprimés de psychotropes, 302 g de cocaïne et 452 g de kif traité, ainsi que différentes armes blanches et des chiens agressifs. Ces opérations ont permis de mettre fin aux agissements de dangereuses bandes de quartier dans la wilaya d'Alger», précise la même source. Les mis en cause «ont été présentés devant les autorités judiciaires territorialement compétentes», note le communiqué de la Gendarmerie nationale.

L'ALGÉRIEN MOUATEZ SIKIOU EN ARGENT SUR 400 M AU CHAMPIONNAT UNIVERSITAIRE AMÉRICAIN

L'Algérien Mouatez Sikiou a décroché la médaille d'argent au 400 mètres du championnat universitaire américain d'athlétisme en salle, dont la phase finale s'est déroulée samedi à Lubbock (Texas). Sikiou, qui fréquente le Campus de South Plains, avait pris la deuxième place de cette course, en 46 : 65., derrière le vainqueur, Bovel McPherson (New Mexico JC), en 45 : 58., alors que Latrell Johnson (Coffeyville CC) avait complété le podium, en 46 : 66. La mi-février dernier, Sikiou avait établi un nouveau record d'Algérie du 400 m lors d'un précédent meeting universitaire en Arkansas (Etats-Unis), avec un excellent chrono de 46 : 46". Le 400 mètres est une distance sur laquelle s'est également illustrée sa compatriote Loubna Benhadja, ayant établi, elle aussi, un nouveau record national, avec un chrono de 54:44., réalisé lors du Liberty Indoor Meeting of Lynchburg, qu'a abrité l'Etat de Virginie, aux Etats-Unis. L'athlète du MC Alger, qui à l'instar de Sikiou suit ses études en Amérique, a amélioré son propre record sur le 400 mètres, car c'est elle qui détenait la précédente marque en 54 : 46.

APS

MÉTÉO

20		ALGER		10
20		CONSTANTINE		6
21		ANNABA		11
20		ORAN		12